



La CNUCED a propagé le mythe d'une énorme dépendance alimentaire de l'Afrique

Jacques Berthelot (jacques.berthelot4@wanadoo.fr), 1^{er} juin 2021

PLAN

Introduction

I – La part réelle des importations alimentaires hors Afrique et la production alimentaire

1.1 – Distinction entre échanges agricole et échanges alimentaires

1.2.1 – Importations alimentaires brutes et importations alimentaires nettes

1.2.2 – Valeur brute de la production alimentaire africaine

II – Le cas des importations de céréales et de racines-tubercules-plantains en volume et en valeur nutritionnelle

III – La diffusion de la déclaration de Paul Akiwumi et quelques commentaires

IV – Rebaser les politiques alimentaires africaines sur la souveraineté alimentaire

4.1 – Les politiques alimentaires africaines suicidaires donnant la priorité aux exportations

4.2 – Comment rebâtir les politiques alimentaires africaines sur la souveraineté alimentaire

4.2.1 – Une réforme radicale du régime foncier agricole

4.2.2 – Garantir des prix agricoles rémunérateurs à long terme

4.2.3 – Promouvoir des systèmes de production agro-écologiques

4.2.4 – Compenser les consommateurs pour les augmentations des prix alimentaires

4.2.5 – Changer les habitudes alimentaires des consommateurs africains

Annexes

Résumé

Le 11 août 2020, Paul Akiwumi, directeur de la Division de la CNUCED pour l'Afrique, les pays les moins avancés et les programmes spéciaux, a écrit dans un article publié sur les sites Web de l'OCDE et de la CNUCED que "*De 2016 à 2018, l'Afrique a importé environ 85 % de son alimentation de l'extérieur du continent, ce qui a conduit à une facture annuelle d'importation alimentaire de 35 milliards de dollars, qui devrait atteindre 110 milliards de dollars d'ici 2025*", et cette déclaration a rapidement circulé dans le monde entier.

Heureusement, une recherche approfondie montre que, sur la période 2016-18, la part des importations alimentaires venant de l'extérieur de l'Afrique sur la consommation alimentaire était de seulement 17,6 %, dont 29,2 % en Afrique du Nord, 12,9 % en Afrique subsaharienne (ASS) et 12,5 % en Afrique de l'Ouest (AO).

Si l'un des aliments les plus importés en Afrique concerne les céréales – qui représentaient 28,2% de la valeur totale des importations alimentaires de 2016 à 2018 en Afrique, dont 66,2% en Afrique du Nord, 26,3 % en ASS et 34,5 % en AO –, en tenant compte de la production africaine en termes de valeur énergétique nutritionnelle, la part des importations dans la consommation combinée de toutes les céréales plus les racines-tubercules-plantains a été de seulement 12,1 % en Afrique dans la période 2016-18, dont 44,3 % en Afrique du Nord, 6,3 % en ASS et 5,5 % en AO.

Diffuser largement l'idée que l'Afrique importe 85 % de sa consommation alimentaire est très humiliant pour les petits agriculteurs, éleveurs et pêcheurs africains qui, malgré tous les obstacles mis contre leur dur labeur, réduisent au contraire la valeur des importations alimentaires à seulement 17,6 %. Dans le même temps, cette affirmation a attisé la convoitise des multinationales étrangères qui proposent plus que jamais leur modèle conventionnel d'agriculture intensive occidentale pour augmenter la production alimentaire africaine. Ce qui est également navrant, c'est que l'"accord de principe" conclu le 15 avril 2021 entre les négociateurs en chef de l'UE et des pays ACP pour le successeur de l'accord de Cotonou veut élargir les objectifs des Accords de Partenariat Economique (APE) et soutenir la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

La refondation du développement agricole de l'Afrique sur la souveraineté alimentaire devrait reposer sur cinq piliers : une réforme radicale du régime foncier agricole ; la garantie de prix agricoles rémunérateurs sur le long terme ; la promotion de systèmes de production agro-écologiques ; la compensation des hausses de prix agricoles pour les consommateurs et le changement de leurs habitudes alimentaires.

*

* *

Introduction

Le 8 mai 2021, lors d'un webinaire sur la souveraineté économique de l'Afrique depuis Dakar, le panéliste principal a présenté sur une diapositive la déclaration de Paul Akiwumi, Directeur de la Division de la CNUCED pour l'Afrique, les pays les moins avancés et les programmes spéciaux, selon laquelle "*De 2016 à 2018, l'Afrique a importé environ 85% de sa nourriture de l'extérieur du continent, entraînant une facture annuelle d'importation de nourriture de 35 milliards de dollars, qui devrait atteindre 110 milliards de dollars d'ici 2025*", déclaration faite dans un article publié le 11 août 2020 par l'OCDE¹ et la CNUCED².

En d'autres termes, Paul Akiwumi affirme que 85 % des aliments consommés par les Africains sont importés de l'extérieur du continent, de sorte que 15 % sont soit importés de l'intérieur du continent, soit que l'Afrique ne produit pas d'aliments. De plus, en termes macroéconomiques, la consommation est égale à la production plus les importations moins les exportations (les stocks initiaux et finaux ne sont pas disponibles), lesquelles n'apparaissent pas dans sa déclaration, pas plus que les exportations alimentaires à l'intérieur du continent. En fait les exportations alimentaires africaines hors du continent ne correspondent pas aux besoins alimentaires de base des Africains mais à ceux des multinationales étrangères (cacao, café, thé, épices, fruits tropicaux...) car elles sont plus rentables (du moins à court terme) pour les producteurs mais les facteurs de production utilisés pour celles-ci (terre, travail, équipements, intrants) pourraient être réalloués pour produire les besoins alimentaires de base africains.

Comme cette affirmation m'a étonné, j'ai fait une recherche sur le centre de données de la CNUCED (d'où Paul Akiwumi prétend avoir tiré ses données) pour évaluer les importations et exportations de produits alimentaires de l'Afrique ainsi que sur FAOSTAT pour la valeur de la production alimentaire au niveau des exploitations pour les années 2016 à 2018 (mais le calcul a été étendu de 2010 à 2019).

1 <https://oecd-development-matters.org/2020/08/11/covid-19-a-threat-to-food-security-in-africa/>

2 <https://unctad.org/fr/node/3092>

Après une première partie clarifiant la part réelle des importations dans la valeur de la consommation alimentaire, la deuxième partie analyse le volume des productions végétales de base végétaux que sont les céréales et racines-tubercules-plantains (RTP), la troisième partie se concentre sur la diffusion de la déclaration de Paul Akiwumi jusqu'à présent et la quatrième partie propose la politique alimentaire que l'Afrique devrait suivre pour minimiser ses importations alimentaires, stimuler l'emploi, atteindre les ODD et protéger l'environnement. Pour tenir compte des divers contextes écologiques et géopolitiques de l'Afrique, on précise les données pour l'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye et Egypte), l'Afrique subsaharienne (ASS) et l'Afrique de l'Ouest (AO).

I – La part réelle des importations alimentaires hors Afrique et la production alimentaire

1.1 – Distinction entre échanges agricoles et échanges alimentaires

Avant de se concentrer sur les échanges alimentaires, il faut d'abord distinguer au tableau 1 (en annexe) les importations agricoles – selon la liste des produits agricoles de l'annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC (AsA), basée sur la nomenclature du Système Harmonisé qui exclut les poissons et préparations – et les importations alimentaires (y compris les poissons et préparations) n'incorporant pas de produits agricoles non alimentaires et basées sur la nomenclature de Classification Type pour le Commerce International (CTCI) car beaucoup ont tendance à confondre les deux concepts, et d'abord la DG Commerce de la Commission européenne qui utilise le concept mixte de "commerce agroalimentaire" pour cacher le déficit alimentaire de l'UE28 jusqu'en 2018 malgré un excédent agricole croissant.

Pour le calcul des échanges alimentaires hors Afrique, comme la classification de la CNUCED fait la différence entre "*Tous les produits alimentaires*" – comprenant les codes CTCI 0+1+22+4, où le code 1 concerne les boissons (11) et le tabac (12) – et "*Produits alimentaires de base*" (comprenant les codes CTCI 0 + 22 + 4), on y ajoute les boissons.

Le tableau 1 (en annexe) montre que la part du solde commercial alimentaire de l'Afrique dans le solde commercial agricole hors Afrique a été de 77,2 % en 2019 en Afrique (69,5 % sur la période 2016-18), dont 72,2 % en Afrique du Nord (76,7 % sur la période 2016-18), 105,6 % en ASS (38 % sur la période 2016-18) et 324 % en AO (-184 % sur 2016-18).

1.2 – Importations alimentaires de l'Afrique, valeur de la production brute et part des importations dans la consommation

1.2.1 – Importations alimentaires brutes et importations alimentaires nettes

L'évaluation des importations alimentaires hors Afrique peut être appréhendée de deux manières : les importations brutes extra-africaines et les importations nettes extra-africaines, en déduisant les exportations, comme le montre le tableau 2.

Tableau 2 – Importations alimentaires brutes et nettes de l'Afrique (sans les exportations)

| \$billion | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2016-18 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Importations alimentaires de l'Afrique hors Afrique | | | | | | | | | | | |
| Afrique | 50134 | 76062 | 74010 | 70433 | 74395 | 61411 | 57746 | 63863 | 63464 | 66919 | 61691 |
| AFN | 24584 | 34454 | 35521 | 33482 | 36546 | 30483 | 28196 | 29945 | 28966 | 30074 | 29036 |
| ASS | 25550 | 41608 | 38488 | 36951 | 37849 | 30928 | 29550 | 33918 | 34498 | 36845 | 32656 |
| AO | 10836 | 20950 | 16406 | 15249 | 16112 | 12833 | 11184 | 12942 | 13664 | 15829 | 12597 |
| Importations alimentaires nettes (importations - exportations) hors Afrique | | | | | | | | | | | |
| Afrique | 18322 | 40384 | 40590 | 36167 | 36249 | 22808 | 19670 | 21057 | 19444 | 22031 | 20057 |
| AFN | 16926 | 26196 | 27736 | 24728 | 27161 | 20213 | 18235 | 18949 | 16869 | 17533 | 18017 |
| ASS | 1396 | 14188 | 12853 | 11438 | 9088 | 2595 | 1435 | 2108 | 2575 | 4498 | 2040 |
| AO | -718 | 7954 | 4776 | 4289 | 3122 | -997 | -1621 | -1728 | -1112 | 3976 | -1487 |

1.2.2 - Valeur de la production brute des produits alimentaires africains

La valeur de production brute (VPB) au niveau de l'exploitation des produits alimentaires a été assez complexe à évaluer car les données FAOSTAT – disponibles jusqu'en 2018 seulement – n'incluent pas celles de la pêche (et de l'aquaculture). Il existe de nombreuses publications sur la pêche mondiale, notamment les rapports annuels de la FAO, qui ont beaucoup de données en volume mais aucune ne donne la VPB bien que plusieurs donnent la valeur ajoutée brute (VAB). Pour l'Afrique, la seule source disponible est le rapport de la FAO sur "*La valeur des pêcheries africaines*" de 2014 écrit par Gertjan de Graaf (consultant de la FAO des Pays-Bas), et Luca Garibaldi de la FAO³, qui s'appuie sur des chiffres de 2011 avec des données réelles recueillies auprès d'un échantillon de pays et ensuite extrapolées à l'ensemble de l'Afrique. La VAB totale était de 17,368 milliards de dollars (Md\$) dont 14,592 Md\$ pour la pêche et 2,776 Md\$ pour l'aquaculture. Mais la VPB n'était disponible que pour les pays de l'échantillon dont le ratio VPB/VAB était de 1,44 pour la pêche et de 1,066 pour l'aquaculture. En appliquant ces ratios à l'ensemble de la production, nous obtenons une VPB de 21,012 milliards de dollars pour la pêche et de 2,959 milliards de dollars pour l'aquaculture, soit un total de 23,971 milliards de dollars pour la pêche + l'aquaculture et un ratio VPB/VAB de 1,388. Nous conservons ce ratio moyen pour évaluer la valeur de la production brute pour l'ensemble de la période 2010-19.

Cependant, comme les exportations nettes de poisson non transformé de l'Afrique ont doublé de 2010 à 2019 (multiplié par 2,07, que l'on arrondit à 2), on présume que la production de poisson a également doublé, impliquant un taux de croissance annuel moyen de 7,18 %.

Le tableau 3 résume les données sur la valeur de la production alimentaire brute (VPB) en Afrique, en distinguant celle qui exclut le poisson (de la FAO), celle incluant le poisson et le total avec poisson. Il présente le total des produits alimentaires disponibles en ajoutant les données du tableau 2 sur les importations alimentaires brutes et nettes pour obtenir enfin la part des importations dans la consommation alimentaire de 2010 à 2019, dont la moyenne 2016-18.

Finalement, sur la période 2016-18, la part des importations alimentaires extra-Afrique sur la consommation alimentaire a été de seulement 17,6 % en Afrique, dont 29,2 % en Afrique du Nord, 12,9 % en ASS et 12,5 % en AO.

En revanche, la part des importations alimentaires nettes (moins les exportations) dans la période 2016-18 extra-Afrique sur la consommation alimentaire n'a été que de 6,5 % en Afrique, dont 20,4 % en Afrique du Nord, 0,9 % en Afrique subsaharienne et -1,7 % en Afrique de l'Ouest (représentant un excédent alimentaire du fait du cacao). Dans les deux cas, on est aux antipodes des 85 % allégués par Paul Akiwumi.

3 <http://www.fao.org/3/i3917e/i3917e.pdf>

Tableau 3 – Valeur alimentaire brute et part des importations dans la consommation

| \$billion | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2016-18 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|---------|
| Valeur alimentaire brute à l'exploitation hors poissons | | | | | | | | | | | |
| Afrique | 277493 | 299546 | 307909 | 319369 | 316041 | 269300 | 247730 | 247308 | 257438 | | 250825 |
| AFN | 84690 | 91275 | 81890 | 84520 | 75842 | 71812 | 63573 | 58993 | 59663 | | 60743 |
| ASS | 192802 | 208271 | 226019 | 234849 | 240200 | 197488 | 184156 | 188316 | 197775 | | 190082 |
| AO | 97922 | 102972 | 108894 | 114946 | 120727 | 90938 | 78906 | 70327 | 78678 | | 75971 |
| Valeur alimentaire brute des poissons à la criée | | | | | | | | | | | |
| Afrique | 25335 | 25750 | 27599 | 29581 | 31705 | 33981 | 36421 | 39036 | 41839 | 44843 | 39099 |
| AFN | 7794 | 7902 | 7391 | 7880 | 7658 | 91361 | 9429 | 9397 | 9790 | 10960 | 9539 |
| ASS | 17541 | 17848 | 20208 | 21701 | 24047 | 24845 | 26992 | 29639 | 32049 | 33883 | 29560 |
| AO | 9003 | 8911 | 9819 | 10707 | 12179 | 11556 | 11688 | 11191 | 12897 | 13692 | 11925 |
| Valeur alimentaire brute totale à l'exploitation (et criée) | | | | | | | | | | | |
| Afrique | 302828 | 325296 | 335508 | 348950 | 347746 | 303281 | 284151 | 286344 | 299277 | | 289924 |
| AFN | 92484 | 99177 | 89281 | 92400 | 83500 | 163173 | 73002 | 68390 | 69453 | | 70282 |
| ASS | 210343 | 226119 | 246227 | 256550 | 264247 | 222333 | 211149 | 217955 | 229824 | | 219642 |
| AO | 106925 | 111883 | 118713 | 125653 | 132906 | 102494 | 90594 | 81518 | 91575 | | 87896 |
| Consommation alimentaire : production + importations alimentaires | | | | | | | | | | | |
| Afrique | 352962 | 401358 | 409518 | 419383 | 422141 | 364692 | 341897 | 350207 | 362741 | | 351615 |
| AFN | 117068 | 133631 | 124802 | 125882 | 120046 | 193656 | 101198 | 98335 | 98419 | | 99318 |
| ASS | 235893 | 267727 | 284715 | 293501 | 302096 | 253261 | 240699 | 251873 | 264322 | | 252298 |
| AO | 117761 | 132833 | 135119 | 140902 | 149018 | 115327 | 101778 | 94460 | 105239 | | 100493 |
| Consommation alimentaire : production + importations alimentaires nettes | | | | | | | | | | | |
| Afrique | 318942 | 363559 | 373959 | 383026 | 381930 | 323886 | 301644 | 305145 | 316259 | | 307683 |
| AFN | 109410 | 125374 | 117018 | 117129 | 110661 | 101161 | 91238 | 87339 | 86322 | | 88299 |
| ASS | 209531 | 238185 | 256941 | 265897 | 271270 | 222725 | 210406 | 217806 | 229938 | | 219383 |
| AO | 106111 | 119787 | 123375 | 129837 | 135915 | 101390 | 88867 | 79716 | 90385 | | 86323 |
| Part des importations alimentaires dans la consommation alimentaire | | | | | | | | | | | |
| Afrique | 14,20% | 18,95% | 18,07% | 16,79% | 17,62% | 16,84% | 16,89% | 18,24% | 17,50% | | 17,55% |
| AFN | 21,00% | 25,78% | 28,46% | 26,60% | 30,44% | 27,36% | 27,86% | 30,45% | 29,43% | | 29,24% |
| ASS | 10,83% | 15,54% | 13,52% | 12,53% | 12,21% | 12,28% | 12,28% | 13,47% | 13,05% | | 12,94% |
| AO | 9,20% | 15,77% | 12,15% | 10,83% | 10,82% | 11,14% | 11,00% | 13,71% | 12,99% | | 12,54% |
| Part des importations alimentaires nettes dans la consommation alimentaire | | | | | | | | | | | |
| Afrique | 5,7% | 11,1% | 10,9% | 9,4% | 9,5% | 7,0% | 6,5% | 6,9% | 6,1% | | 6,5% |
| AFN | 15,5% | 20,9% | 23,7% | 21,1% | 24,5% | 20,0% | 20,0% | 21,7% | 19,5% | | 20,4% |
| ASS | 0,7% | 6,0% | 5,0% | 4,3% | 3,4% | 11,7% | 0,7% | 0,1% | 1,1% | | 0,9% |
| AO | -0,8% | 6,6% | 3,9% | 3,3% | 2,3% | -0,1% | -1,8% | -2,2% | -1,2% | | -1,7% |

Source: UNCTAD, FAOSTAT and various sources for fish production value

Le tableau 4 résume ces données.

Tableau 4 - Part des importations dans la consommation alimentaire en Afrique, moyenne 2016-18.

| Milliards de \$ | Afrique | AFN | ASS | AO |
|--|---------|-------|-------|-------|
| Production alimentaire | 287.6 | 70.3 | 217.3 | 87.8 |
| Importations alimentaires | 61.7 | 29 | 32.7 | 12.6 |
| Consommation alimentaire (sans exportations) | 349.3 | 99.3 | 250.0 | 100.4 |
| Imports/Consommation (sans exportations) | 17.7% | 29.2% | 13.1% | 12.6% |
| Exportations alimentaires | 41.6 | 11 | 30.6 | 14.1 |
| Importations alimentaires nettes | 20.1 | 18 | 2.1 | -1.5 |
| Consommation alimentaire | 307.7 | 88.3 | 219.4 | 86.3 |
| Imports/Consommation | 6.5% | 20.4% | 6.9% | -1.7% |

II – Volume importé et valeur nutritionnelle des céréales et racines-tubercules-plantains

L'un des aliments les plus importés en Afrique concerne les céréales – qui ont représenté 28,2% de la valeur totale des importations alimentaires de 2016 à 2018 en Afrique, dont 66,2 % en Afrique du Nord, 26,3 % en ASS et 34,5 % en AO –, et le tableau 5 (en annexe) présente le tonnage des céréales importées, en différenciant les céréales majoritairement importées (CMI : blé, riz blanchi et orge)⁴ et celles majoritairement produites en Afrique (CMA) : maïs, sorgho et mil) de 2010 à 2019, les importations de fonio étant quasi nulles. En moyenne en 2016-18, les importations de céréales majoritairement importées étaient 3,1 fois plus importantes en volume pour l'Afrique, deux fois pour l'Afrique du Nord, 7,9 fois pour l'ASS et 21,1 fois pour l'AO. Au cours de la même période, les importations de blé ont été 3,1 fois plus importantes

⁴ Les autres céréales tempérées (triticale, avoine, seigle) ne sont pas incluses car faiblement importées.

que celles de riz en Afrique, dont 61,6 fois plus en Afrique du Nord, 1,2 fois plus en ASS mais 4,4% moins en AO. Cependant, étant donné l'importance des autres aliments énergétiques de base représentés par les racines et tubercules (manioc, igname, pomme de terre, patate douce, taro) et les plantains (RTP), on les ajoute même si les importations sont faibles car leur part dans la production et la consommation d'aliments énergétiques est très importante tableau 6 (en annexe).

Même si les importations de fonio sont quasi nulles, sa production n'est pas négligeable mais on la cache dans la colonne de la production totale de CMA pour limiter le nombre de colonnes.

En additionnant les tableaux 5 et 6 dans le tableau 7, on obtient la part des importations de céréales et de racines-tubercules-plantains (RTP) dans la consommation des Africains, même si on aurait dû déduire les exportations africaines de céréales hors Afrique, mais elles sont très faibles. Pour minimiser le nombre de lignes, le tableau 7 ne présente que les données pour la moyenne 2016-18. On constate finalement que la part de l'ensemble des céréales importées n'a représenté que 32,5 % de la consommation de céréales en Afrique, dont 53,7 % en Afrique du Nord, 21,4 % en Afrique subsaharienne et 23,5 % en Afrique de l'Ouest. Quant à la part des racines-tubercules-plantains (RTP) importés dans leur consommation, elle est négligeable : 0,4% pour l'Afrique, dont 3,3 % en Afrique du Nord, 0,3 % en ASS et 0,2 % en AO.

Soulignons l'importance des RTP comme source d'apport calorique. Selon un rapport de janvier 2017 publié par l'Agence française de développement (AFD) : "*Si les racines et tubercules sont plutôt cultivés dans les pays côtiers, rappelons que leur productivité énergétique est nettement supérieure à celle des céréales et que le développement de ces plantes peut constituer une forme d'intensification agricole. Le manioc et l'igname, dont on constate une diffusion progressive en Afrique de l'Ouest, présentent en effet un potentiel plus important que celui des céréales pour faire face à l'accroissement de la demande énergétique, au regard de l'évolution démographique future. La production de calories à l'hectare pour ces amylacés est en effet deux fois supérieure à celle du riz et du maïs et cinq fois supérieure à celle des mils et sorghos (cf. tableau 1). Or, ces produits sont peu pris en compte dans les politiques alimentaires*"⁵.

Selon le tableau suivant la valeur énergétique nutritionnelle moyenne des RTP en Afrique en 2016-18 était d'environ 881 kcal/kg soit 274,7 milliards (Md) de kcal, contre 80,5 Md kcal pour le riz, 105,2 Md kcal pour le blé, 11,1 Md kcal pour l'orge, 258,9 Md kcal pour le maïs, 39 Md kcal pour le mil et 84,3 Md kcal pour le sorgho, soit un total de 579 Md kcal pour l'ensemble des céréales. Ce qui implique que la consommation africaine de RTP était égale à 47,4 % des kcal de toutes les céréales importées et africaines alors qu'elles représentaient 85,9 % de la quantité de toutes les céréales produites et importées (tableau 6) de sorte que l'on peut construire un autre tableau 8 en ajoutant 47,4 % à la valeur énergétique (calorique) des RTP, ce qui diminue beaucoup la part des importations sur la consommation énergétique totale des céréales + RTP.

Le tableau 8 montre qu'en termes de valeur énergétique nutritionnelle, la part des importations dans la consommation combinée de toutes les céréales plus RTP n'a été que de 12,1 % en Afrique dans la période 2016-18, dont 44,3 % en Afrique du Nord, 6,3 % en Afrique subsaharienne et 5,5 % en Afrique de l'Ouest. Une conclusion qui éclipse l'affirmation de la Banque africaine de développement (BAD) et de la CNUCED selon laquelle les Africains

⁵ <https://www.afd.fr/fr/ressources/lafrique-la-conquete-de-son-marche-alimentaire-interieur-enseignements-de-dix-ans-denquetes-aupres-des-menages-dafrique-de-louest-du-cameroun-et-du-tchad>

importent 85 % de leur consommation alimentaire, même si les céréales plus les RTP ne représentent que 30 % environ de la valeur de tous les produits alimentaires importés.

Tableau 8 - Importations de céréales et RTP dans la consommation énergétique des Africains : 2016-18

| | Toutes céréales | RTP | 147,4% de RTP | Céréales + 147,4% RTP |
|--|-----------------|-----------|---------------|-----------------------|
| Production | | | | |
| Afrique | 178406612 | 311826082 | 459631645 | 638038257 |
| AFN | 41123307 | 13350678 | 19678899 | 60802206 |
| ASS | 137283305 | 298475404 | 439952746 | 577236050 |
| AO | 59276993 | 177507390 | 261645893 | 320922886 |
| Importations | | | | |
| Afrique | 85892781 | 1287754 | 1898149 | 87790930 |
| AFN | 47634140 | 454784 | 670352 | 48304492 |
| ASS | 37355878 | 832971 | 1227799 | 38583677 |
| AO | 18191994 | 339599 | 500569 | 18692563 |
| Production + importations | | | | |
| Afrique | 264299393 | 313113836 | 461529794 | 725829187 |
| AFN | 88757447 | 13805462 | 20349251 | 109106698 |
| ASS | 174639183 | 299308375 | 441180545 | 615819728 |
| AO | 77468987 | 177846989 | 262146462 | 339615449 |
| Part des importations dans (Production + importations) | | | | |
| Afrique | 32,5% | 0,4% | 0,4% | 12,1% |
| AFN | 53,7% | 3,3% | 3,3% | 44,3% |
| ASS | 21,4% | 0,3% | 0,3% | 6,3% |
| AO | 23,5% | 0,2% | 0,2% | 5,5% |

Le tableau 9 transforme le tableau 8 en niveaux de consommation par habitant et en énergie nutritionnelle pour la même période 2016-18. La part des importations dans le volume de la consommation combinée de céréales + RTP ne change pas pour la consommation par habitant en énergie nutritionnelle mais son niveau augmente beaucoup, culminant à 915 kg de valeur nutritionnelle en Afrique de l'Ouest.

Tableau 9 – Importations de céréales et RTP par tête dans la consommation des Africains : 2016-18

| Kg par tête | Population 1000 habitants | Consommation en kg/tête | | | Energie nutritionnelle en kg/tête | |
|--|------------------------------|-------------------------|------|--------------|-----------------------------------|-----------------|
| | | Toutes céréales | RTP | Céréales+RTP | 147,4% RTP | Cér.+147,4% RTP |
| Production | | | | | | |
| Afrique | 1244395 | 143 | 251 | 394 | 369 | 513 |
| AFN | 191977 | 214 | 70 | 284 | 103 | 317 |
| ASS | 1052417 | 130 | 284 | 414 | 418 | 548 |
| AO | 371230 | 160 | 478 | 638 | 705 | 864 |
| Importations | | | | | | |
| Afrique | 1244395 | 69 | 1 | 70 | 2 | 71 |
| AFN | 191977 | 248 | 2 | 250 | 3 | 252 |
| ASS | 1052417 | 35 | 0,8 | 36 | 1 | 37 |
| AO | 371230 | 49 | 0,9 | 50 | 1 | 50 |
| Production + importations | | | | | | |
| Afrique | 1244395 | 212 | 252 | 464 | 371 | 583 |
| AFN | 191977 | 462 | 72 | 534 | 106 | 568 |
| ASS | 1052417 | 166 | 284 | 450 | 419 | 585 |
| AO | 371230 | 209 | 479 | 688 | 706 | 915 |
| Part des importations dans (Production + importations) | | | | | | |
| Afrique | 1244395 | 32,5% | 0,4% | 15,1% | 0,4% | 12,1% |
| AFN | 191977 | 53,7% | 3,3% | 46,9% | 3,3% | 44,3% |
| ASS | 1052417 | 21,4% | 0,3% | 8,1% | 0,3% | 6,3% |
| AO | 371230 | 23,5% | 0,2% | 7,3% | 0,2% | 5,5% |

Il est évident que ces produits caloriques de base fournis par les céréales et les RTP n'englobent pas toute l'alimentation mais ils montrent déjà que la consommation alimentaire de l'Afrique repose avant tout sur sa propre production malgré toutes les entraves auxquelles les agriculteurs africains sont confrontés depuis des décennies.

III - La diffusion de la déclaration de Paul Akiwumi et quelques commentaires

Il s'agit maintenant de savoir dans quelle mesure cette déclaration de la CNUCED – selon laquelle 85 % de la consommation alimentaire de l'Afrique dépend des importations – a circulé dans le monde entier, car elle peut influencer négativement les politiques alimentaires africaines comme celles de la "communauté internationale". Des recherches supplémentaires sur Internet ont révélé les déclarations suivantes, non exemptes de contradictions importantes.

Déjà dans son article pour l'OCDE et la CNUCED, Paul Akiwumi montre qu'il n'a pas examiné attentivement les données de la CNUCED car il affirme que l'Afrique fait face à *"une facture annuelle d'importations alimentaires de 35 milliards de dollars"* de 2016 à 2018 alors que les données réelles étaient de 61,9 milliards de dollars (Md\$), avec une moyenne de 65,8 Md\$ de 2010 à 2019, dont 66,9 Md\$ en 2019 (tableau 2).

En fait, Paul Akiwumi n'a pas pris la peine de regarder les données de la CNUCED mais s'est appuyé sur une déclaration du rapport de la Banque africaine de développement (BAD) *"Nourrir l'Afrique, la route de la transformation de l'agriculture en Afrique"*⁶ d'octobre 2017, dans lequel la première phrase de la présentation du rapport par le président de la BAD est : *"Chaque année, l'Afrique dépense beaucoup trop en importations alimentaires – environ 35 milliards de dollars US en 2016. Si rien n'est fait, ce chiffre devrait grimper à 110 milliards de dollars US d'ici 2025"*. Ajoutons que, plus loin dans le rapport, 2016 a été remplacé par 2015 : *"Ces importations alimentaires devraient passer des 35 milliards de dollars US qu'elles représentaient en 2015 à plus de 110 milliards de dollars US d'ici 2025"*. Le rapport nous apprend que ces chiffres ont été publiés lors d'une conférence ministérielle de haut niveau du 21 au 23 octobre 2015 à Dakar sur le thème *"Nourrir l'Afrique : Un plan d'action pour la transformation de l'agriculture africaine"*, à laquelle *"Plus de 600 participants ont assisté... dont des ministres africains des finances, de la planification et de l'économie et des ministres de l'agriculture et du développement rural, certains ministres de l'industrie et du commerce, ainsi que des gouverneurs de banques centrales. Parmi les autres participants figuraient des professionnels d'instituts de recherche, d'universités et d'agences d'investissement, des représentants d'organisations de la société civile et des experts de tout le continent et d'ailleurs"*.

Et cette déclaration de la BAD a été reproduite dans une "Prise de position" du 25 novembre 2020 sur *"L'agriculture africaine dans le contexte de COVID-19 : trouver son salut dans le diable"*⁷ par le président de l'Association africaine des économistes agricoles (AAEA), Guy Blaise Nkamleu, qui est également l'économiste principal de la BAD, indiquant que *"L'augmentation de la demande alimentaire et l'évolution des habitudes de consommation induites par des facteurs démographiques tels que la croissance de la population et l'urbanisation entraînent une augmentation rapide des importations alimentaires nettes, qui devraient passer de 35 milliards de dollars US en 2015 à plus de 110 milliards de dollars US en 2025 (BAD 2016)"*. Dans cet article, G. B. Nkamleu affirme également que *"les importations alimentaires et agricoles de l'Afrique s'élèvent entre 45 et 50 milliards de dollars par an"*. Mais le tableau 1 montre qu'en moyenne de 2010 à 2019, les importations agricoles de l'Afrique ont atteint 81,9 Mds \$ (dont 79,3 Md\$ en 2015) et les importations alimentaires 65,8 Md\$ (dont 61,4 Md\$ en 2015).

6 https://afdb-org.cn/wp-content/themes/meteo/pdf/Brochure_Feed_Africa_-En.pdf

7 <https://aaae-africa.org/news/position-paper-african-agriculture-context-covid-19-finding-salvation-devil>

Seleman Yusuph Kitenge – actuellement rédacteur de discours au bureau du PDG de l'Agence de développement de l'Union africaine et qui a fait partie auparavant du programme de la Commission européenne – *Un jeune ambassadeur de la paix dans le monde*⁸ – l'a répété le 25 février 2021 dans l'article "*Vers le Sommet des systèmes alimentaires de l'ONU : Une voix commune de l'Afrique*" : "*La CNUCED note que de 2016 à 2018, l'Afrique a importé environ 85 % de sa nourriture de l'extérieur du continent, ce qui a conduit à une facture annuelle d'importations alimentaires de 35 milliards de dollars, qui devrait atteindre 110 milliards de dollars d'ici 2025*". Mais l'on n'a pas trouvé d'où vient ce chiffre anticipé de 110 milliards de dollars d'ici 2025. La première note de bas de page du rapport détaillé de la conférence indique seulement que "*les importations alimentaires nettes sont estimées à 111 milliards de dollars d'ici 2025*", sans plus de référence sur la source et cette déclaration est ambiguë car "*les importations alimentaires nettes*" s'entendent généralement comme importations-exportations ou déficit !

Le consultant senior en agro-industrie George Kanyeki a écrit également le 23 octobre 2020 que "*Au cours de la période 2016 à 2018, l'Afrique a importé environ 85 % de son alimentation de l'extérieur du continent, ce qui a conduit à une facture annuelle d'importations alimentaires de 35 milliards de dollars, qui devrait atteindre 110 milliards de dollars d'ici 2025*"⁹.

Au moins le rapport de la Conférence de Dakar reconnaît-il que "*Bien que les importations augmentent, les aliments produits localement représentent une part plus importante des régimes alimentaires*"¹⁰, rejoignant notre constatation. Un autre rapport plus détaillé de la conférence indique que "*environ un tiers de toutes les calories consommées en Afrique sont importées, ce qui se traduit par une balance commerciale agricole nette négative de 35 milliards de dollars par an en 2015*"¹¹, mais l'on a montré la contradiction entre ces deux aspects. Et la réunion du Conseil du CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) du 8 au 11 février 2016 sur la Conférence de Dakar indique : "*Actuellement, un tiers de toutes les calories consommées en Afrique sont importées pour un coût de 77 milliards de dollars US par an*"¹², ce qui rejoint le constat fait sur les seules céréales et RTP.

V - Refonder les politiques alimentaires africaines sur la souveraineté alimentaire

4.1 – Des politiques alimentaires africaines suicidaires privilégiant les exportations

Une première remarque est que l'idée largement répandue que l'Afrique importe 85 % de sa consommation alimentaire est très humiliante pour les petits agriculteurs, éleveurs et pêcheurs africains qui, malgré tous les obstacles mis à leur travail, réduisent au contraire la valeur des importations alimentaires à seulement 17,7% et le volume des importations de céréales et de RTP à seulement 12,1% du total production + importations comme on l'a montré.

Une deuxième remarque est que cette idée fortement erronée que l'Afrique importe 85 % de son alimentation a attisé la convoitise des multinationales étrangères qui proposent plus que jamais leur modèle conventionnel d'agriculture intensive occidentale pour augmenter la production

8 https://media.africaportal.org/documents/Globalization_and_the_covid_19_pandemic.pdf

9 https://www.linkedin.com/pulse/covid-19-threat-food-security-george-kanyeki/?trk=public_profile_article_view

10 https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Dakar_Report_-_Greenink_-_Draft.pdf

11 <https://www.tralac.org/documents/resources/africa/1750-afdb-feed-africa-strategy-for-agricultural-transformation-in-africa-2016-2025/file.html>

12 <https://storage.googleapis.com/cgiargorg/2016/01/CGIAR-FARA-Support-to-Feed-Africa-Initiative.pdf>

alimentaire africaine. Ainsi, lors de la Conférence de Dakar, il a été dit que *"Au cours des 8 dernières années, l'Alliance pour une révolution verte (AGRA) et d'autres acteurs ont fait équipe avec les gouvernements africains pour améliorer l'accès des agriculteurs à des intrants de qualité. Les résultats les plus probants ont été basés sur une approche par chaîne de valeur. Dans certains cas, les rendements des cultures vivrières de base ont doublé et les revenus de millions d'agriculteurs africains ont augmenté en conséquence. À ce jour, grâce aux initiatives d'AGRA, des subventions de démarrage ont été accordées à plus de 100 entreprises de semences dans 18 pays africains... Les innovations biotechnologiques sont également déjà appliquées en Afrique pour la transformation de l'agriculture, et elles peuvent être développées et étendues... Les principaux avantages des OGM comprennent les économies de coûts (par exemple sur les pesticides), la protection de l'environnement (c'est-à-dire une utilisation moindre des produits chimiques/pesticides) et de nouvelles possibilités d'amélioration de la nutrition. La volonté politique et le renforcement des capacités sont nécessaires pour l'adoption de la technologie OGM, y compris la participation du secteur privé... Il est temps d'envoyer la houe au musée... Le régime foncier est également important pour la sécurité des investissements financiers. Le Rwanda a maintenant enregistré toutes les parcelles et fourni aux propriétaires (maris et femmes) des titres. La terre est désormais négociable et peut être utilisée comme garantie pour accéder à des prêts... Faire passer l'Afrique au sommet des chaînes de valeur mondiales"*.

Le plus étonnant est que, parmi les obstacles auxquels se heurtent la faible productivité et la compétitivité de l'Afrique, aucune mention n'a été faite, dans ce rapport de 72 pages, des importations alimentaires fortement subventionnées venant de l'UE et des États-Unis, pas plus que des APE (Accords de Partenariat Economique), bien que ceux-ci réduisent de 80 % les recettes douanières sur les importations alimentaires venant de l'UE et réduisent de 5 % à zéro celles sur les céréales et le lait en poudre en Afrique de l'Ouest. Le fait que c'est le Président du Sénégal, Macky Sall, qui a convoqué cette Conférence de Dakar pendant sa présidence de la Commission de la CEDEAO peut expliquer qu'il ait fait en sorte que cette question des APE et des subventions de l'UE ne soit pas évoquée. Ainsi, les subventions de l'UE à ses exportations alimentaires vers l'Afrique de l'Ouest ont été de 235 millions d'euros (M€) en 2019 pour les produits laitiers, 205 M€ pour les céréales et préparations et 97 M€ pour la viande de volaille et ses préparations (qui concernent principalement les subventions aux aliments du bétail consommés par les volailles), pour se limiter à ces seuls produits. Les accords ALECA que l'UE tente d'imposer aux États du Maghreb ne sont guère mieux. Tous ces facteurs ont fortement réduit la compétitivité des produits alimentaires régionaux et causé de nombreuses pertes d'emplois et l'absence de toute perspective d'avenir pour les jeunes Africains qui sont ainsi incités à risquer leur vie soit pour tenter de rejoindre l'UE sur de frêles embarcations, soit pour s'enrôler dans des mouvements djihadistes comme dernier recours. Deux livres¹³ et un article¹⁴ peuvent aider à bien comprendre le danger des APE, des ALECA et de la ZLECAf.

Ce qui est encore plus désolant, c'est que l'accord de principe conclu le 15 avril 2021 entre les négociateurs en chef de l'UE et des pays ACP pour succéder à l'Accord de Cotonou prévoit à l'article 50 que *"4. Les parties, compte tenu de la nécessité de s'appuyer sur leurs accords*

13 J. Berthelot, *"Vous avez dit LIBRE échange ? L'Accord de Partenariat Economique Union européenne-Afrique de l'Ouest"*, L'Harmattan, juin 2018 ; Martine Boudet (coord.), *"Résistances africaines à la domination néocoloniale"*, dont le chapitre 6 sur *"La stratégie de l'Union européenne pour perpétuer la néocolonisation de l'Afrique"*.

14 J. Berthelot, *L'affrontement de deux stratégies de développement, notamment agricoles, en Afrique après le COVID-19*, ATTAC, 26 juin 2020 : <https://www.sol-asso.fr/wp-content/uploads/2020/01/Laffrontement-de-deux-strat%C3%A9gies-de-d%C3%A9veloppement-notamment-agricole-en-Afrique-apr%C3%A8s-le-COVID-19.pdf>

libellé en dollars ou en euros, compte tenu de la forte fluctuation des prix mondiaux en dollars et des taux de change. Le relèvement des prix agricoles à un niveau rémunérateur s'étalerait sur une période de 5 à 10 ans, accompagné de mesures de protection du pouvoir d'achat des ménages défavorisés.

Pour que des prix agricoles rémunérateurs stimulent la production des agriculteurs, toutes les mesures d'accompagnement nécessaires doivent être financées par l'Etat et/ou les collectivités locales en amont et en aval de la production : accès au crédit agricole à des taux raisonnables, infrastructures de transport, sanctions dissuasives des prélèvements illégaux effectués par les forces de l'ordre sur la commercialisation des produits, infrastructures minimales et contrôle du bon fonctionnement des marchés locaux, aide à la constitution de stocks villageois de produits alimentaires et contrôle de la spéculation des commerçants.

4.2.3 – Promouvoir les systèmes de production agroécologiques

Alors que, sous couvert d'une agriculture doublement verte, les multinationales de l'agroalimentaire et la Banque africaine de développement tentent de promouvoir le modèle conventionnel dominant de systèmes de production intensifs en engrais chimiques, pesticides, OGM et motorisation lourde, il est essentiel de promouvoir des systèmes agroécologiques à forte intensité de main d'œuvre sur les petites exploitations pour lutter contre l'effet de serre et maintenir la biodiversité et des rendements durablement plus élevés. Le meilleur moyen de vulgarisation, et le moins cher, est de financer les échanges d'expériences entre agriculteurs.

4.2.4 – Compenser les consommateurs de la hausse des prix des denrées alimentaires

La nécessaire augmentation des prix agricoles à la production ne doit pas pénaliser la grande majorité des consommateurs au pouvoir d'achat très limité qui consacrent déjà une part importante de leur budget à l'alimentation. D'autant que, dans le cas contraire, cela générerait des émeutes, comme lors de la flambée des prix alimentaires de 2008-09.

La solution à ce problème peut se faire de deux manières :

1) La première consiste à mettre en œuvre des politiques nationales basées sur la théorie monétaire moderne (TMM)¹⁸ en actionnant la planche à billets, car la culture des produits vivriers de base africains en production agroécologique peut se faire sans importations significatives d'équipements. C'est le domaine où une politique TMM serait la plus efficace.

2) Si la mise en œuvre d'une politique de TMM n'est pas réalisable, un recours au financement de l'aide internationale à un coût très faible sur une décennie est possible en finançant de vastes programmes nationaux d'aide alimentaire calqués sur les politiques de l'Inde, des États-Unis et du Brésil (du président Lula).

Les ménages recevraient des coupons d'achat des produits alimentaires locaux dans des magasins agréés, en fonction de leur niveau de vie, et la disponibilité des produits alimentaires serait améliorée en contribuant à la constitution de stocks villageois (ou de communes rurales) payés à des prix minimaux aux producteurs, mais en évitant la constitution de stocks massifs difficiles à maintenir en bon état et impliquant une gestion bureaucratique. En Inde, une allocation par habitant de 5 kg par mois de céréales de base (principalement blé et riz) est

¹⁸ Stéphanie Kelton, *Le mythe du déficit*, Les liens qui libèrent, mars 2021 : http://www.editionslesliensquilibrent.fr/livre-Le_mythe_du_d%C3%A9ficit-9791020909732-1-1-0-1.html

allouée à 75 % de la population rurale et 50 % de la population urbaine, avec des allocations supplémentaires à certains groupes défavorisés, notamment les femmes enceintes et les jeunes enfants, et des repas scolaires subventionnés. Sur la base de l'exemple de l'Inde, cela impliquerait pour l'ASS, où 60% de la population était rurale en 2018, de subventionner 42,5 millions de tonnes de produits alimentaires locaux (céréales, haricots secs, huile végétale, RTP) par an. Une première approximation du financement nécessaire, si la mise en œuvre de politiques de la TMM n'est pas possible, serait d'environ 15 milliards de dollars par an, qui pourraient être mobilisés par des prêts concessionnels de l'IDA (Agence du Développement International), filiale de la Banque mondiale, avec une maturité de 35 ans et une période de grâce de 10 ans. Cela peut paraître très élevé, mais ce serait très rentable pour réduire le déficit alimentaire de l'Afrique, lutter contre l'effet de serre, améliorer la biodiversité tout en créant les dizaines de millions d'emplois pour les jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail.

4.2.5 – Changer les habitudes alimentaires des consommateurs africains

Il est impératif de changer les habitudes alimentaires des Africains pour les détourner de la consommation des produits alimentaires importés que l'écologie de l'Afrique ne permet pas de cultiver à des rendements et des prix compétitifs. Il s'agit principalement du blé. En ASS, la production de blé – limitée à l'Afrique de l'Est, de l'Érythrée à l'Afrique du Sud, car le climat de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale interdit sa production – est passée de 4,5 millions de tonnes (Mt) en 1999-2000 à 7,9 Mt en 2019-20, soit une augmentation de 2,70 % par an et, alors que la population a augmenté de 2,62 % par an (de 637 millions en 2000 à 1,094 milliard en 2020), la production par habitant a pratiquement stagné (+0,08%)¹⁹. En revanche, la production de riz est passée de 7,2 Mt à 19,2 Mt, soit une augmentation de 4,80 % par an et de 2,10 % par an et par habitant. Mais les importations de blé ont augmenté plus vite que celles de riz : de 7,9 Mt en 1999-2000 à 26,2 Mt en 2019-20, soit de 5,9 % par an, contre 4,9 Mt à 13,5 Mt pour le riz, soit de 4,9 % par an. Les exportations de blé étant passées de 257 000 t à 960 000 t, la consommation (égale à la production + importations - exportations) est passée de 12,1 Mt à 33,1 Mt, soit une augmentation de 4,9 % par an, et la consommation par habitant a augmenté de 2,3 % par an. Comme les exportations de riz sont passées de 18 000 t à 365 000 t, la consommation est passée de 12,1 Mt à 32,3 Mt, soit une augmentation de 4,8 % par an, ou de 2,2 % par tête par an, pratiquement au même rythme que pour le blé. Au total, la consommation de blé + riz est passée de 24,2 Mt à 65,5 Mt, tandis que celle des céréales locales (mil + sorgho + maïs) est passée de 67,8 Mt à 85,6 Mt, reflétant une augmentation de 64 % (de 26,4 % à 43,3 %) de la part du blé + riz dans la consommation totale de céréales.

En effet, les rendements céréaliers locaux ont très peu augmenté en 20 ans : de 0,14 % par an pour le mil (de 694 kg/ha à 715 kg) et de 0,82 % pour le sorgho (de 820 à 973 kg) alors qu'ils ont augmenté de 1,18 % pour le maïs (de 1 590 kg à 2 033 kg, car il a bénéficié des engrais sur le coton en Afrique de l'Ouest). Comme les Nations Unies prévoient une population de 2,168 milliards d'habitants en ASS en 2050, soit une augmentation de 2,22 % par an à partir de 2020, le maintien du taux annuel d'augmentation de la consommation par habitant de 1999-2000 à 2019-20 porterait les importations de blé à 130 Mt et celles de riz à 51 Mt. Avec la forte hausse prévue des prix du blé, l'ASS ne pourra pas financer les importations, d'où l'urgence de changer les habitudes alimentaires.

En effet, le prix du blé va inévitablement augmenter car les rendements plafonnent depuis 15 ans dans les pays exportateurs – qui ne sont pourtant pas limités dans leur utilisation d'engrais

¹⁹ USDA PS&D online database: <https://apps.fas.usda.gov/psdonline/app/index.html#/app/advQuery>

et de pesticides chimiques – et qu'ils vont diminuer dans les pays développés, notamment en Europe, compte tenu de la diminution de l'utilisation des pesticides et engrais chimiques souhaitée par la population et de la promotion de l'agriculture biologique aux rendements plus faibles. Étant donné que les pays arabes et d'Asie occidentale au climat aride n'ont pas la possibilité de consommer des céréales tropicales et des RTP comme en ASS, et que leur population va aussi augmenter (même si à un taux moindre qu'en ASS) et pourront mieux supporter la hausse des prix du blé grâce à des exportations de pétrole et gaz, les pays d'ASS feront face à une facture d'importation insoutenable. C'est pourquoi l'APE régional de l'Afrique de l'Ouest et les APE intérimaires de Côte d'Ivoire et du Ghana sont criminels, en programmant une réduction de 5 % à 0 des droits de douane sur les importations de blé venant de l'UE. Cela ne pourrait qu'entraîner une forte hausse à court terme des importations de blé européen fortement subventionné et une consommation accrue de pain, pâtes et couscous, retardant ainsi le jour où les consommateurs ne pourront plus les acheter. Les projets actuels d'introduction de farine de céréales locales ou de farine de manioc dans le pain sont un moindre mal à très court terme car le pourcentage de ces farines est limité à 15 % (dans le projet Banque mondiale-CNCR au Sénégal) ou au mieux à 30 % (dans le projet AFD-SOL au Sénégal). Il est donc impératif de promouvoir les modèles alimentaires latino-américains basés sur les tortillas de maïs et les grandes galettes de manioc, complétés bien sûr par des haricots. Ces recettes peuvent être étendues au mil et au sorgho, pour lesquels des augmentations de rendement significatives sont possibles, à l'instar de l'Éthiopie.

Annexes

Tableau 1 – Echanges agricoles et alimentaires de l’Afrique hors Afrique de 2000 à 2019

| 1.000 US\$ | Produits agricoles | | | Produits alimentaires | | | Alim/agricoles Solde |
|------------------------|--------------------|--------------|-----------|-----------------------|--------------|-----------|-------------------------|
| | Importations | Exportations | Solde | Importations | Exportations | Solde | |
| Afrique | | | | | | | |
| 2010 | 62312250 | 35731727 | -26580523 | 50133875 | 31811695 | -18322180 | 68,9% |
| 2011 | 81892128 | 45004155 | -36887973 | 76062418 | 35677982 | -40384436 | 1,1% |
| 2012 | 84216978 | 43225103 | -40991875 | 74009505 | 33419662 | -40589843 | 99% |
| 2013 | 88564976 | 49659538 | -38905438 | 70433108 | 34266408 | -36166700 | 93,0% |
| 2014 | 91828142 | 52601100 | -39227042 | 74394884 | 38146264 | -36248620 | 92,4% |
| 2015 | 79299383 | 51158749 | -28140634 | 61411411 | 38603436 | -22807975 | 81,0% |
| 2016 | 75455653 | 49209617 | -26246036 | 57746235 | 38075809 | -19670426 | 74,9% |
| 2017 | 85263718 | 55012914 | -30250804 | 63863117 | 42805903 | -21057214 | 69,6% |
| 2018 | 86186429 | 56120974 | -30065455 | 63464419 | 44020573 | -19443846 | 64,7% |
| 2019 | 84253870 | 55715889 | -28537981 | 66918896 | 44888044 | -22030852 | 77,2% |
| Afrique du Nord | | | | | | | |
| 2010 | 28234486 | 6643120 | -21591366 | 24583755 | 7657977 | -16925778 | 78,4% |
| 2011 | 38393143 | 9921062 | -28472081 | 34454134 | 8257813 | -26196321 | 92,0% |
| 2012 | 38848927 | 8793674 | -30055253 | 35521453 | 7785028 | -27736425 | 92,3% |
| 2013 | 38762876 | 10233656 | -28529220 | 33482009 | 8753555 | -24728454 | 86,7% |
| 2014 | 40008436 | 9656237 | -30352199 | 36545668 | 9384946 | -27160722 | 89,5% |
| 2015 | 35018090 | 11084956 | -23933134 | 30483487 | 10270694 | -20212793 | 84,5% |
| 2016 | 33000830 | 9989553 | -23011277 | 28196123 | 9961012 | -18235111 | 79,2% |
| 2017 | 35022212 | 11943953 | -23078259 | 29944879 | 10996072 | -18948807 | 82,1% |
| 2018 | 36996117 | 12636798 | -24359319 | 28966018 | 12097518 | -16868500 | 69,2% |
| 2019 | 37274773 | 12994419 | -24280354 | 30073998 | 12541216 | -17532782 | 72,2% |
| Afrique Sub-Saharienne | | | | | | | |
| 2010 | 34077764 | 29088607 | -4989157 | 25550120 | 24153718 | -1396402 | 28,0% |
| 2011 | 43498985 | 35083093 | -8415892 | 41608284 | 27420170 | -14188114 | 168,6% |
| 2012 | 45368051 | 34431429 | -10936622 | 38488053 | 25634634 | -12853419 | 117,5% |
| 2013 | 49802100 | 39425882 | -10376218 | 36951100 | 25512853 | -11438247 | 110,2% |
| 2014 | 51819706 | 42944863 | -8874843 | 37849216 | 28761318 | -9087898 | 102,4% |
| 2015 | 44281293 | 40073793 | -4207500 | 30927924 | 28332742 | -2595182 | 61,7% |
| 2016 | 42454823 | 39220064 | -3234759 | 29550112 | 28114797 | -1435315 | 44,4% |
| 2017 | 50241506 | 43068961 | -7172545 | 33918238 | 31809831 | -2108407 | 29,4% |
| 2018 | 49190312 | 43484176 | -5706136 | 34498401 | 31923054 | -2575347 | 45,1% |
| 2019 | 46979097 | 42721470 | -4257627 | 36844899 | 32346828 | -4498071 | 105,6% |
| Afrique de l’Ouest | | | | | | | |
| 2010 | 12789128 | 10419021 | -2370107 | 10835550 | 11553457 | 717907 | -30,3% |
| 2011 | 16535346 | 14294549 | -2240797 | 20949728 | 12995404 | -7954324 | 355% |
| 2012 | 17269647 | 12839575 | -4430072 | 16406410 | 11630253 | -4776157 | 107,8% |
| 2013 | 18832747 | 12320216 | -6512531 | 15248755 | 10960011 | -4288744 | 65,9% |
| 2014 | 19817288 | 15245258 | -4572030 | 16112342 | 12989980 | -3122362 | 68,3% |
| 2015 | 16464198 | 14558666 | -1905532 | 12832970 | 13830403 | 997433 | -52,3% |
| 2016 | 15102626 | 16139909 | 1037283 | 11183515 | 12804159 | 1620644 | 156,2% |
| 2017 | 18680204 | 17168733 | -1511471 | 12942432 | 14669998 | 1727566 | -114,3% |
| 2018 | 18630194 | 17751535 | -878659 | 13664342 | 14776061 | 1111719 | -126,5% |
| 2019 | 17263952 | 17141330 | -122622 | 15829336 | 15431746 | -397590 | 324,2% |

Source : CNUCED pour les produits agricoles et FAOSTAT pour les produits alimentaires

Tableau 5 – Tonnage des céréales et RTP importés par l’Afrique de 2010 à 2019 et moyenne 2016-18

| Tonnes | Riz usiné | Blé | Orge | CMI | Maïs | Sorgho | Mil | CMA | Toutes céréales | RTP |
|------------------------|-----------|----------|---------|----------|----------|---------|--------|----------|-----------------|---------|
| Africa | | | | | | | | | | |
| 2010 | 9067620 | 38190279 | 1352940 | 48610839 | 13756216 | 826950 | 77007 | 14660173 | 63271012 | 792522 |
| 2011 | 11404610 | 40394449 | 1238354 | 53037413 | 14722854 | 1066774 | 18469 | 15808097 | 68845510 | 845862 |
| 2012 | 13948562 | 41327649 | 1615330 | 56891541 | 15126192 | 852743 | 28254 | 16007189 | 72898730 | 1085620 |
| 2013 | 14137164 | 40352525 | 2328194 | 56817883 | 14153472 | 848152 | 51161 | 15052785 | 71870668 | 1172801 |
| 2014 | 13817789 | 45936978 | 2495021 | 62249788 | 18623956 | 867269 | 28334 | 19519559 | 81769347 | 1241858 |
| 2015 | 12233980 | 43027331 | 3003059 | 58264370 | 19362561 | 1118078 | 42106 | 20522745 | 78787115 | 1306582 |
| 2016 | 13654545 | 48442245 | 4009849 | 66106639 | 22754766 | 995415 | 41061 | 23791242 | 89897881 | 1302562 |
| 2017 | 15950024 | 46606203 | 2411445 | 64967672 | 21060453 | 983634 | 116381 | 22160468 | 87128140 | 1302016 |
| 2018 | 16332402 | 45340457 | 2022384 | 63695243 | 16307045 | 595088 | 54644 | 16956777 | 80652020 | 1258685 |
| 2019 | 16163392 | 44067513 | 1681841 | 61912746 | 19198599 | 398433 | 36510 | 19633542 | 81546288 | 1224436 |
| 2016/18 | 15312424 | 46796302 | 2814559 | 64923285 | 20040755 | 858046 | 70695 | 20969496 | 85892781 | 1287754 |
| Afrique du Nord | | | | | | | | | | |
| 2010 | 229497 | 24366258 | 1288684 | 25847416 | 12297419 | 140099 | 36043 | 12473561 | 38320977 | 358694 |
| 2011 | 432693 | 24946016 | 1094772 | 26445036 | 12937392 | 343527 | 3514 | 13284433 | 39729469 | 379943 |
| 2012 | 617262 | 25845736 | 1512990 | 27832945 | 12636530 | 227586 | 5399 | 12869515 | 40702460 | 417450 |
| 2013 | 384113 | 24935706 | 2255966 | 27467387 | 12323569 | 149997 | 6427 | 12479993 | 39947380 | 468819 |
| 2014 | 234403 | 29787169 | 2356822 | 32351897 | 16348698 | 169907 | 10363 | 16528968 | 48880865 | 401058 |
| 2015 | 319270 | 26692018 | 2815732 | 29726753 | 16199319 | 71955 | 11217 | 16282491 | 46009244 | 435358 |
| 2016 | 350722 | 30762341 | 3961076 | 35005839 | 16419791 | 177381 | 11132 | 16608304 | 51614143 | 521695 |
| 2017 | 426141 | 27150302 | 2322984 | 29823425 | 16606982 | 113317 | 10199 | 16730498 | 46553923 | 450871 |
| 2018 | 612531 | 27720020 | 1959232 | 30228845 | 13807132 | 686851 | 11527 | 14505510 | 44734355 | 391785 |
| 2019 | 961792 | 25604417 | 1621842 | 28139743 | 16345664 | 723247 | 13654 | 17082565 | 45222308 | 403001 |
| 2016/18 | 463131 | 28544221 | 2747764 | 31686036 | 15611302 | 325850 | 10953 | 15948104 | 47634140 | 454784 |
| Afrique Sub-Saharienne | | | | | | | | | | |
| 2010 | 8838123 | 13824021 | 64256 | 22726400 | 1458797 | 625157 | 73493 | 2157447 | 24883847 | 433828 |
| 2011 | 10971917 | 15448433 | 143582 | 26563932 | 1785462 | 698155 | 13070 | 2496687 | 29060619 | 465919 |
| 2012 | 13331300 | 15481913 | 102340 | 28915553 | 2489662 | 697362 | 21827 | 3208851 | 32124404 | 668170 |
| 2013 | 13753051 | 15416819 | 72228 | 29242098 | 1829903 | 1046123 | 40798 | 2916824 | 32158922 | 703982 |
| 2014 | 13583386 | 16149809 | 138199 | 29871394 | 2275258 | 818034 | 17117 | 3110409 | 32981803 | 840800 |
| 2015 | 11914710 | 16335313 | 187327 | 28437350 | 3163242 | 870317 | 30974 | 4064533 | 32501883 | 871224 |
| 2016 | 13303823 | 17679904 | 48773 | 31032500 | 6334975 | -91763 | 30862 | 6274074 | 37306574 | 780867 |
| 2017 | 15523883 | 19455901 | 88461 | 35068245 | 4453471 | -324814 | 104854 | 4233511 | 39301756 | 851145 |
| 2018 | 15719871 | 17620437 | 63152 | 33403460 | 2499913 | -485058 | 40990 | 2055845 | 35459305 | 866900 |
| 2019 | 15201600 | 18463096 | 59999 | 33724695 | 2852935 | -354628 | -36983 | 2461324 | 36186019 | 821435 |
| 2016/18 | 14849192 | 18252081 | 66795 | 33168068 | 4429453 | -300545 | 58902 | 4187810 | 37355878 | 832971 |
| Afrique de l'Ouest | | | | | | | | | | |
| 2010 | 5874011 | 5885140 | 1872 | 11761023 | 207756 | 40435 | 14690 | 262881 | 12023904 | 186391 |
| 2011 | 7290477 | 5900444 | 2926 | 13193847 | 178714 | 30712 | 3330 | 212756 | 13406603 | 188797 |
| 2012 | 8623461 | 6222776 | 2653 | 14848890 | 428697 | 70848 | 9824 | 509369 | 15358259 | 247735 |
| 2013 | 8467319 | 6522244 | 495 | 14990058 | 253125 | 30604 | 2929 | 286658 | 15276716 | 181119 |
| 2014 | 8651115 | 7060383 | 0 | 15711498 | 508170 | 11194 | 3557 | 522921 | 16234419 | 260123 |
| 2015 | 6842317 | 7525922 | 5 | 14368244 | 480906 | 9992 | 5687 | 496585 | 14864829 | 317488 |
| 2016 | 7939946 | 7403900 | 7459 | 15351305 | 587118 | 5984 | 6585 | 599687 | 15950992 | 327030 |
| 2017 | 9175381 | 9615697 | 8449 | 18799527 | 1018682 | 2654 | 4900 | 1026236 | 19825763 | 346668 |
| 2018 | 9508674 | 8442482 | 8323 | 17959479 | 822026 | 14518 | 3204 | 839748 | 18799227 | 345100 |
| 2019 | 8312226 | 8307904 | 4344 | 16624474 | 679943 | 4709 | 6233 | 690885 | 17315359 | 331274 |
| 2016/18 | 8874667 | 8487360 | 8077 | 17370104 | 809275 | 7719 | 4896 | 821890 | 18191994 | 339599 |

Source : FAOSTAT ; CMI : céréales majoritairement importées ; CMA : céréales majoritairement africaines

Tableau 6 – Production de céréales et RTP de l’Afrique de 2010 à 2019 et moyenne 2016-18

| Tonnes | Import° | Export° | Solde | CMI | Maïs | Sorgho | Mil | CMA | Toutes céréales | RTP |
|------------------------|----------|----------|---------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------------|-----------|
| Afrique | | | | | | | | | | |
| 2010 | 17054371 | 21343370 | 6738736 | 39750681 | 66710348 | 25073258 | 16135254 | 109038610 | 148789291 | 235592757 |
| 2011 | 17621260 | 25321592 | 6653304 | 44181206 | 66255807 | 23992068 | 10234250 | 101645623 | 145826829 | 241084249 |
| 2012 | 19369895 | 24653285 | 6136910 | 45638510 | 72392963 | 23582941 | 12246883 | 109374229 | 155012739 | 265400764 |
| 2013 | 19163795 | 28062462 | 7253498 | 49554451 | 71693317 | 25285393 | 11535782 | 109735198 | 159289649 | 277675944 |
| 3014 | 19903582 | 25434229 | 6120309 | 47832832 | 79520786 | 29314517 | 12465908 | 122558423 | 170391255 | 290687553 |
| 2015 | 19901058 | 29084156 | 7561489 | 51988273 | 74036895 | 26181955 | 12271112 | 113777814 | 165766087 | 294091589 |
| 2016 | 21959752 | 23292929 | 4842505 | 49262530 | 73818863 | 30320906 | 13411050 | 118825797 | 168088327 | 303477053 |
| 2017 | 21982250 | 26512024 | 6566569 | 50905719 | 89301924 | 28079136 | 12763858 | 131464778 | 182370497 | 312528708 |
| 2018 | 23035055 | 29068219 | 7698573 | 54125658 | 82896881 | 30377045 | 16086206 | 130635356 | 184761014 | 319472484 |
| 2019 | 25860518 | 26921248 | 6884764 | 54463607 | 81891311 | 28619588 | 13701709 | 125613610 | 180077217 | 330204531 |
| 2016/18 | 22325686 | 26291057 | 2814559 | 51431302 | 82005889 | 29592362 | 14087038 | 126975310 | 178406612 | 311826082 |
| Afrique du Nord | | | | | | | | | | |
| 2010 | 2937258 | 16015956 | 4526363 | 23479577 | 7358508 | 3338694 | 483400 | 11180602 | 34660179 | 10413590 |
| 2011 | 3814031 | 19399337 | 4477015 | 27690383 | 7143206 | 5454231 | 648220 | 13245657 | 40936040 | 11747187 |
| 2012 | 4005295 | 18153014 | 3722252 | 25880561 | 8239842 | 3014766 | 390752 | 11645360 | 37525921 | 12545839 |
| 2013 | 3860024 | 21133722 | 4739251 | 29732997 | 8121874 | 5291679 | 1101700 | 14515253 | 44248250 | 13030151 |
| 3014 | 3680281 | 18538081 | 3547231 | 25765593 | 8211220 | 7091531 | 1256567 | 16559318 | 42324911 | 13195891 |
| 2015 | 3277333 | 22190296 | 4977548 | 30445177 | 7952609 | 3473486 | 496953 | 11923048 | 42368225 | 13510760 |
| 2016 | 3595451 | 16116350 | 2057198 | 21768999 | 8003507 | 7201719 | 1459564 | 16664790 | 38433789 | 12788645 |
| 2017 | 3368755 | 19655691 | 4071824 | 27096270 | 8688152 | 5065981 | 888312 | 14642445 | 41738715 | 13462161 |
| 2018 | 2145728 | 21567868 | 5295455 | 29009051 | 5283318 | 6247943 | 2657104 | 14188365 | 43197416 | 13801229 |
| 2019 | 4526814 | 19208179 | 3919365 | 27654358 | 7525472 | 4511534 | 1142928 | 13179934 | 40834292 | 14358016 |
| 2016/18 | 3036645 | 19113303 | 3808159 | 25958107 | 7324992 | 6171881 | 1668327 | 15165200 | 41123307 | 13350678 |
| Afrique Sub-Saharienne | | | | | | | | | | |
| 2010 | 14117113 | 5327414 | 2212373 | 21656900 | 59351840 | 21734564 | 15651854 | 97858008 | 114129112 | 225179167 |
| 2011 | 13807229 | 5922255 | 2176289 | 21905773 | 59112601 | 18537837 | 9586030 | 88399966 | 104890789 | 229337062 |
| 2012 | 15364600 | 6500271 | 2414658 | 24279529 | 64153121 | 20568175 | 11856131 | 97728869 | 117486818 | 252854925 |
| 2013 | 15303771 | 6928740 | 2514247 | 24746758 | 63571443 | 19993714 | 10434082 | 95219945 | 115041399 | 264645793 |
| 3014 | 16223301 | 6896148 | 2573078 | 25692527 | 71309566 | 22222986 | 11209341 | 105999105 | 128066344 | 277491662 |
| 2015 | 16623725 | 6893860 | 2583941 | 26101526 | 66084286 | 22708469 | 11774159 | 101854766 | 123397862 | 280580829 |
| 2016 | 18364301 | 7176579 | 2785307 | 28326187 | 65815356 | 23119187 | 11951486 | 102161007 | 129654538 | 290688408 |
| 2017 | 18613495 | 6856333 | 2494745 | 27964573 | 80613772 | 23013155 | 11875546 | 116822333 | 140631782 | 299066547 |
| 2018 | 20889327 | 7500351 | 2403118 | 30792796 | 77613563 | 24129102 | 13429102 | 116446991 | 141563598 | 305671255 |
| 2019 | 21333704 | 7713069 | 2965399 | 32012172 | 74365839 | 24108054 | 12558781 | 112433676 | 139242925 | 315846515 |
| 2016/18 | 19289041 | 7177754 | 2561057 | 29027852 | 74680897 | 23420481 | 12418711 | 111810110 | 137283305 | 298475404 |
| Afrique de l'Ouest | | | | | | | | | | |
| 2010 | 8043422 | 128070 | 1333 | 8172825 | 15267474 | 12875424 | 13131627 | 41834400 | 50007225 | 130698880 |
| 2011 | 8231626 | 203021 | 1343 | 8435990 | 16219581 | 10076390 | 7414052 | 34291772 | 42727762 | 132287440 |
| 2012 | 9727862 | 149277 | 1359 | 9878498 | 17276180 | 11562414 | 9236563 | 38650878 | 48529376 | 138034545 |
| 2013 | 9883080 | 119780 | 1378 | 10004238 | 17086995 | 10961076 | 7941785 | 36600209 | 46604447 | 140303012 |
| 3014 | 10760809 | 145829 | 1430 | 10908068 | 18870989 | 12268751 | 8415009 | 40183355 | 51091423 | 164428280 |
| 2015 | 11157182 | 110896 | 1400 | 11269478 | 20253506 | 12985050 | 9082229 | 42964711 | 54234189 | 166845784 |
| 2016 | 12492894 | 116091 | 1430 | 12610415 | 21924286 | 13441975 | 9268357 | 45272107 | 57882522 | 176300255 |
| 2017 | 12728328 | 109391 | 1463 | 12839182 | 22223205 | 12780319 | 9114409 | 44777863 | 57617045 | 178715092 |
| 2018 | 13775447 | 102278 | 1569 | 13879294 | 23477302 | 13824104 | 10513101 | 48452119 | 62331413 | 177506822 |
| 2019 | 13977675 | 81787 | 1574 | 14061036 | 24318809 | 13344676 | 9552444 | 47916430 | 61977466 | 183373779 |
| 2016/18 | 12998890 | 109253 | 1487 | 13109630 | 22541598 | 13348799 | 9631956 | 46167363 | 59276993 | 177507390 |

Source : FAOSTAT ; CMI : céréales majoritairement importées ; CMA : céréales majoritairement africaines

Tableau 7 – Rendement et valeur calorique estimés par l’AFD des céréales et RTP en AO en 2009-13

| | Rendement en tonnes/ha en 2009-2013 | Valeur calorique en Kcal/kg* | Valeur calorique en Gcal/ha** |
|----------------|-------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|
| Mil | 0.74 | 2,778 | 2.05 |
| Sorgho | 0.96 | 2,884 | 2.78 |
| Patate douce | 3.35 | 946 | 3.17 |
| Pomme de terre | 4.78 | 664 | 3.17 |
| Riz usiné | 3.19 | 3,604 | 5.15 |
| Maïs | 1.73 | 3,157 | 5.45 |
| Plantain | 6.35 | 890 | 5.65 |
| Manioc | 12.45 | 905 | 11.27 |
| Igname | 11.56 | 999 | 11.55 |

Source: Calculs des auteurs de l’AFD basés sur les données de FAOSTAT; * kcal/kg ou 1,000 kcal par tonne ; ** Gcal où Giga kcal signifie un million kcal